

Les chiffres clés de la Sécurité sociale

2017

Édition 2018



Direction de la sécurité sociale



MINISTÈRE
DES SOLIDARITÉS
ET DE LA SANTÉ

MINISTÈRE
DE L'ACTION ET DES
COMPTES PUBLICS

**Les chiffres clés
de la Sécurité sociale**

2017

Édition 2018



Sommaire

La Sécurité sociale	5
Les recettes de la Sécurité sociale	7
La branche maladie du régime général	13
La branche accidents du travail – maladies professionnelles du régime général	17
La branche vieillesse du régime général	20
La branche famille	25
Les équilibres financiers	28
Les régimes des indépendants et les régimes agricoles	32
Les programmes de qualité et d'efficience	36
La performance du service public de la Sécurité sociale	37
L'organigramme institutionnel de la Sécurité sociale	42
Sigles	45



La Sécurité sociale

Créée en 1945, la Sécurité sociale «est la garantie donnée à chacun qu'en toutes circonstances il disposera des moyens nécessaires pour assurer sa subsistance et celle de sa famille dans des conditions décentes»¹. Elle repose sur le principe de solidarité garantissant à chacun une protection financière contre les aléas de la vie.

La Sécurité sociale rassemble l'assurance maladie, la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, les retraites et les prestations familiales. À ces quatre branches s'ajoutent le recouvrement des cotisations et contributions sociales et la gestion de la trésorerie.

Les principes d'universalité et d'unité sont au cœur des priorités de la Sécurité sociale, tout en étant gérée par différents régimes de base : le régime général pour les salariés, les inactifs, et, depuis le 1^{er} janvier 2018, les indépendants et les professions libérales (pour le risque maladie), et le régime des salariés et des exploitants agricoles, gérés par la caisse centrale de la mutualité sociale agricole (CCMSA). De nombreux autres régimes, propres à certaines professions, viennent compléter cette architecture (fonctionnaires, SNCF, RATP, industries électriques et gazières, etc.). Le régime général représente à lui seul près de 80 % des charges de l'ensemble des régimes de base.

La loi de financement de la Sécurité sociale pour 2016 a instauré la protection universelle maladie (PUMA) au 1^{er} janvier 2016. Depuis cette date, la branche maladie du régime général retrace dans ses comptes l'ensemble des prestations de droit commun et les recettes qui les financent quels que soient les organismes qui versent les premières ou recouvrent les secondes, et non plus seulement les charges et les produits de la Cnam.

¹. Exposé des motifs de l'ordonnance du 4 octobre 1945 portant création de la Sécurité sociale.

En 2017, le montant total des charges nettes du régime général et du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) s'élève à 379,8 milliards d'euros. Pour cette même année, les charges nettes de l'ensemble des régimes de base y compris FSV sont estimées à 488,6 milliards d'euros.

Le financement de la Sécurité sociale est assuré par les cotisations sociales payées par les employeurs et les salariés, par la contribution sociale généralisée (CSG), ainsi que par diverses contributions et taxes.

Régulièrement plébiscitée par les Français dans les enquêtes d'opinion, la Sécurité sociale n'en demeure pas moins méconnue dans son mode de fonctionnement et par les masses financières qu'elle est amenée à gérer. L'objectif de cette édition est de présenter les principales données chiffrées sur la Sécurité sociale pour permettre une meilleure compréhension des enjeux auxquels elle est confrontée aujourd'hui, et mieux saisir son évolution.

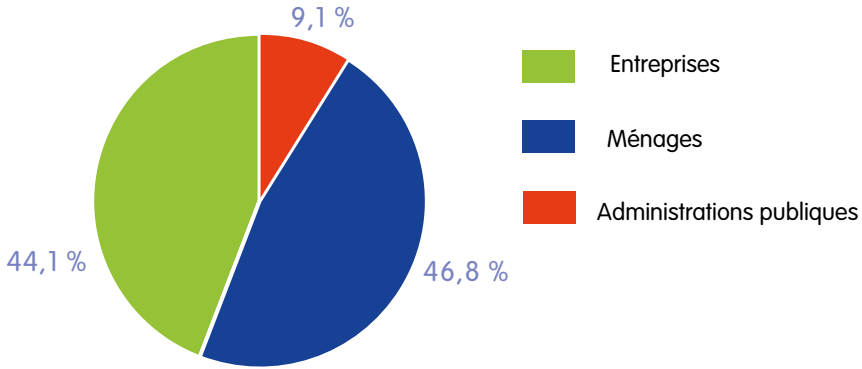


Les recettes du régime général de la Sécurité sociale

L'Agence centrale des organismes de sécurité sociale (Acos) est chargée de la trésorerie du régime général et pilote les Urssaf qui collectent les cotisations et contributions sociales.

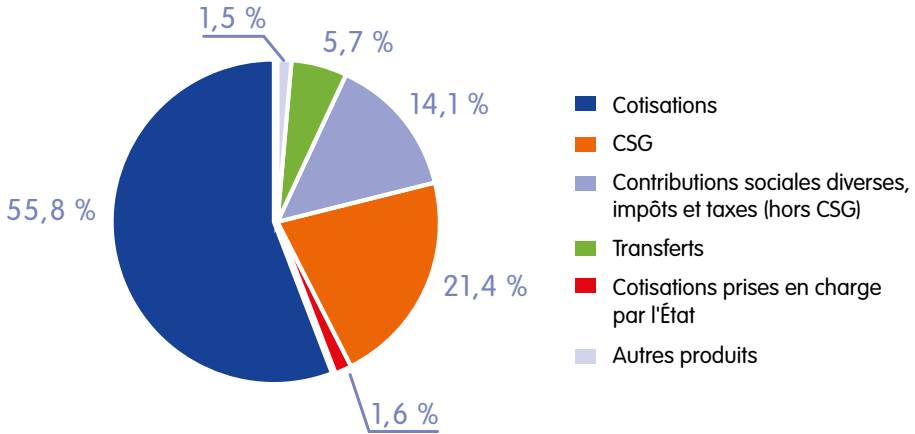
- 9,4 millions de comptes cotisants ont été gérés en 2017.
- 499 milliards d'euros de recettes ont été recouvrées en 2017.
- Les produits consolidés du régime général s'élèvent à 378 milliards d'euros en 2017.

Part des principaux financeurs, en 2017



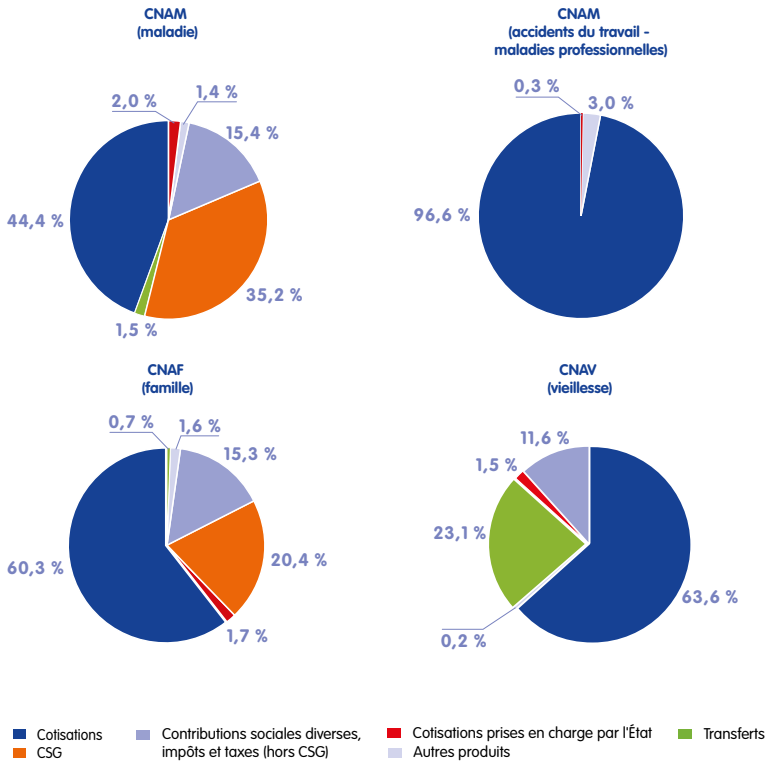
Source : Direction de la Sécurité sociale.

Structure des recettes du régime général, en 2017



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Structure des recettes du régime général par branche, en 2017



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Les contributions légales des salariés et des employeurs à la Sécurité sociale au 1^{er} janvier 2018

En % du salaire brut		Employeur	Salarié	Total
Les cotisations de sécurité sociale				
Maladie		13,00	0,00	13,00
Vieillesse	Sous plafond	8,55	6,9	15,45
	Déplafonnées	1,9	0,4	2,3
Famille		3,45*/5,25**	–	3,45*/5,25**
Accidents du travail (en moyenne)		2,22	–	2,22
Autres contributions				
CSG***		–	9,2	9,2
CRDS***		–	0,5	0,5
CSA		0,3	–	0,3

* pour les salaires inférieurs ou égaux à 3,5 Smic

** pour les salaires supérieurs à 3,5 Smic

*** les taux s'appliquent sur le salaire brut après un abattement de 1,75 %

Note : les cotisations salariales ou patronales « sous plafond » correspondent aux cotisations dues sur la seule partie du salaire inférieure au plafond de la Sécurité sociale (3 311 euros bruts mensuels au 1^{er} janvier 2018). Les « cotisations déplafonnées » désignent les cotisations dues sur l'ensemble du salaire. Seule la branche vieillesse perçoit des cotisations sur un salaire plafonné.

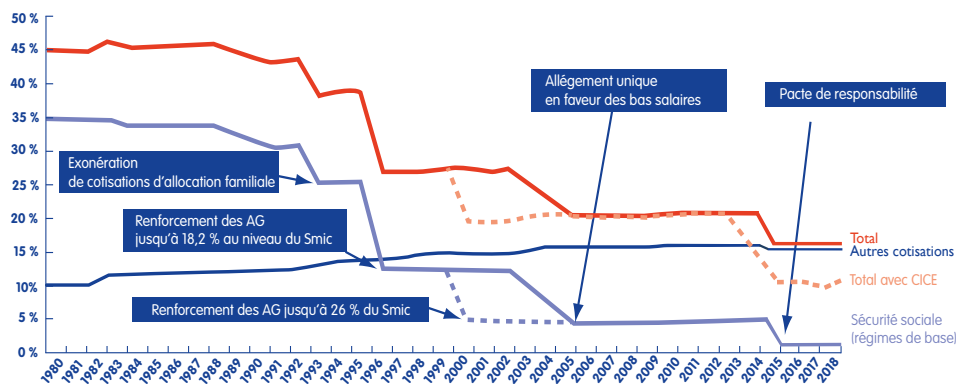
Les taux légaux de cotisations présentés ici diffèrent des taux effectifs à la charge des employeurs après prise en compte des mesures d'allègement de cotisations.

Source : Direction de la Sécurité sociale.

Avec la mise en place du pacte de responsabilité au 1^{er} janvier 2015, le taux des cotisations famille est désormais différencié selon le niveau de salaire brut. Une réduction de 1,8 point a été appliquée pour les salaires inférieurs à 1,6 Smic puis étendue depuis le 1^{er} avril 2016 aux salaires inférieurs à 3,5 Smic (soit un taux de 3,45 points). Le taux est maintenu à 5,25 points pour les salaires supérieurs à cette borne.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la suppression des cotisations salariales maladie (- 0,75 point de cotisations au 1^{er} janvier 2018) et chômage (via une baisse de 1,45 point de cotisations au 1^{er} janvier et de 0,95 point au 1^{er} octobre) s'est accompagnée d'un relèvement de la CSG de + 1,7 point.

Évolution du taux de prélèvement effectif à la charge des employeurs au niveau du Smic (en % du salaire brut, 1980-2018)



Note : les calculs sont effectués en considérant une entreprise de plus de 20 salariés installée en région parisienne, passée aux 35 heures en janvier 2000 (traits pointillés) ou restée aux 39 heures (traits pleins).

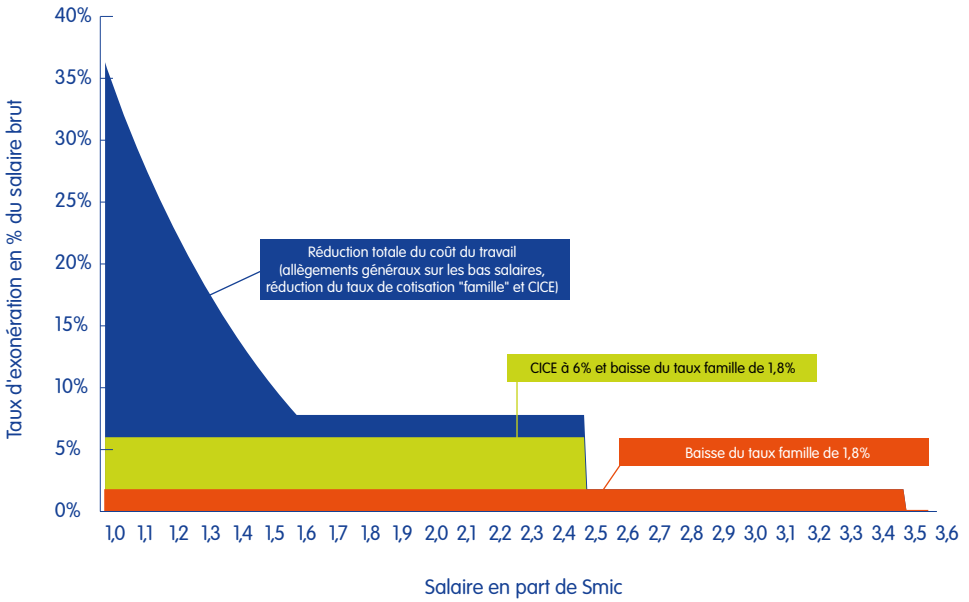
Source : Direction de la Sécurité sociale.

Avec ce dispositif, les entreprises sont aujourd'hui totalement exonérées des cotisations patronales de sécurité sociale pour les risques famille, maladie, vieillesse ainsi que de la cotisation patronale dans la limite d'un point, de la contribution de solidarité pour l'autonomie et de la cotisation au Fonds national d'aide au logement (FNAL) pour leurs salariés rémunérés au Smic. Elles bénéficient, par ailleurs, du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) qui équivaut, en 2018, à une baisse de 6 points de leurs cotisations sociales, hors salaires supérieurs à 2,5 fois le Smic. Ces dispositifs ramènent le taux de prélèvement social effectif acquitté par les employeurs à 10,53 % au niveau du Smic.

Des mesures d'allègement du coût du travail en faveur des bas salaires ont été mises en place dès les années 1990, puis ont été renforcées durant les années 2000 (relèvement du taux maximal d'exonération, élargissement du champ des salariés concernés). Avant la mise en œuvre du pacte de responsabilité et du CICE, les exonérations existantes laissaient toutefois subsister 4,6 points de cotisations de sécurité sociale résiduels au niveau du salaire minimum (dans les entreprises de plus de 20 salariés).

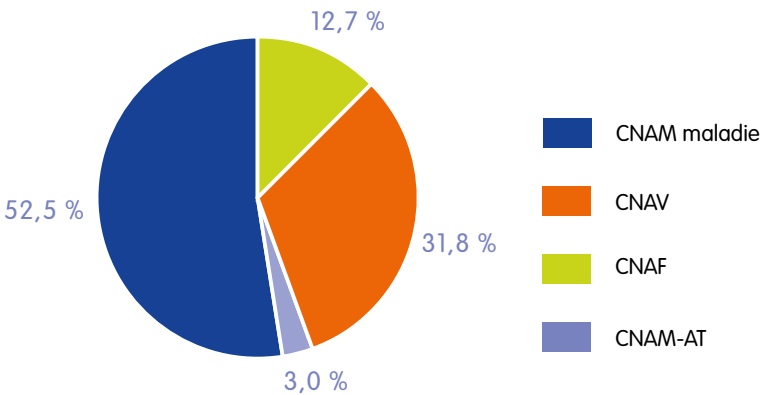
Ces dispositifs contribuent également à réduire le coût du travail pour les salaires au-delà du Smic, de manière dégressive. Depuis le 1^{er} avril 2016 et la mise en place du volet 2 du pacte de responsabilité, l'allègement de cotisations familiales est étendu pour les salaires compris entre 1,6 et 3,5 Smic (cf. graphique page suivante).

Réduction du coût du travail selon le niveau de salaire, en 2018



Source : Direction de la Sécurité sociale.

Part de chaque branche dans les dépenses du régime général, en 2017



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

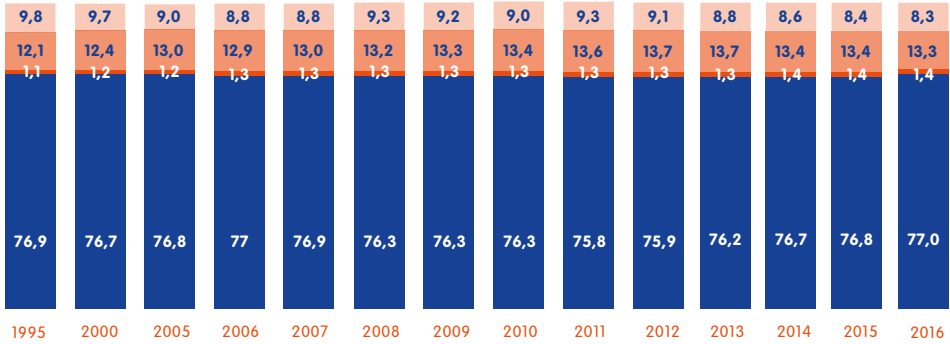


La branche maladie du régime général

La Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs salariés (Cnam) gère la branche maladie du régime général de la Sécurité sociale et pilote le réseau des caisses primaires d'assurance maladie (CPAM).

- Le régime général compte 61,9 millions de bénéficiaires (y compris personnes affiliées à une section locale mutualiste).
- 92 % de la population est assurée par la Cnam qui finance 85 % de l'ensemble des dépenses d'assurance maladie.
- 193,5 milliards d'euros de prestations nettes ont été versés en 2017.
- Les dépenses totales de santé représentent 11,5 % du PIB en 2017.

Évolution de la structure du financement de la consommation de soins et de biens médicaux, en pourcentage



Sécurité sociale de base (I)

État et CMU-C Organismes de base

Organismes complémentaires (2)

Ménages

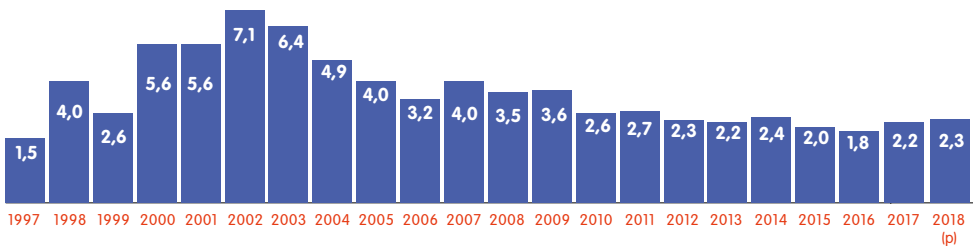
1. y compris déficit des hôpitaux publics.

2. compris prestations CMU-C versées par ces organismes.

Source : Comptes nationaux de la santé, 2017.

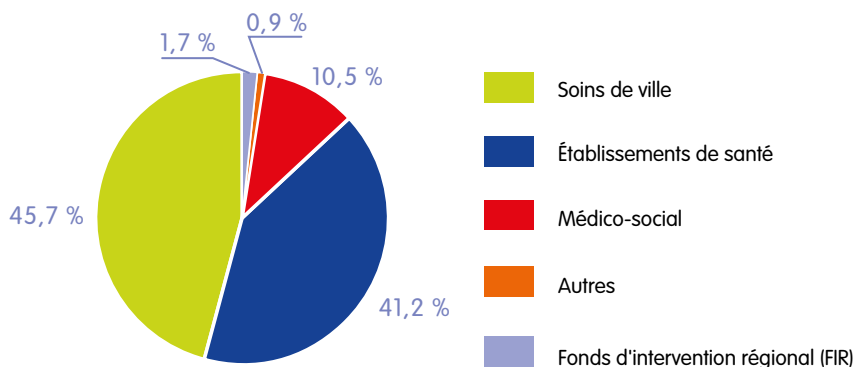
Progression annuelle des dépenses d'assurance maladie (Objectif national des dépenses d'assurance maladie - Ondam)

En %



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

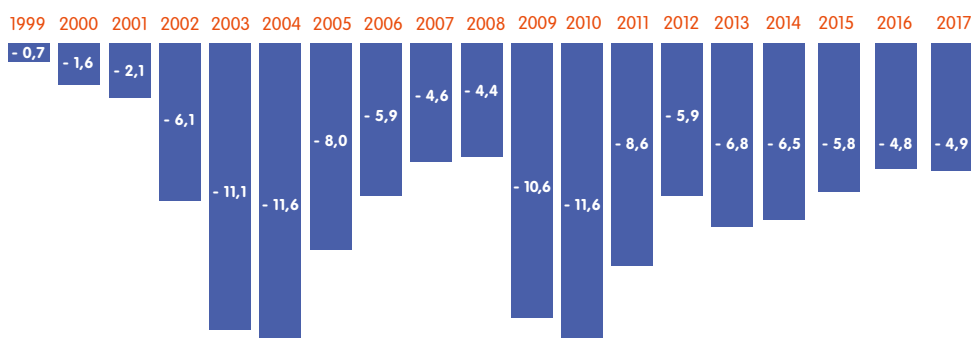
Dépenses de santé financées par l'assurance maladie (Ondam, estimation pour 2017)



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

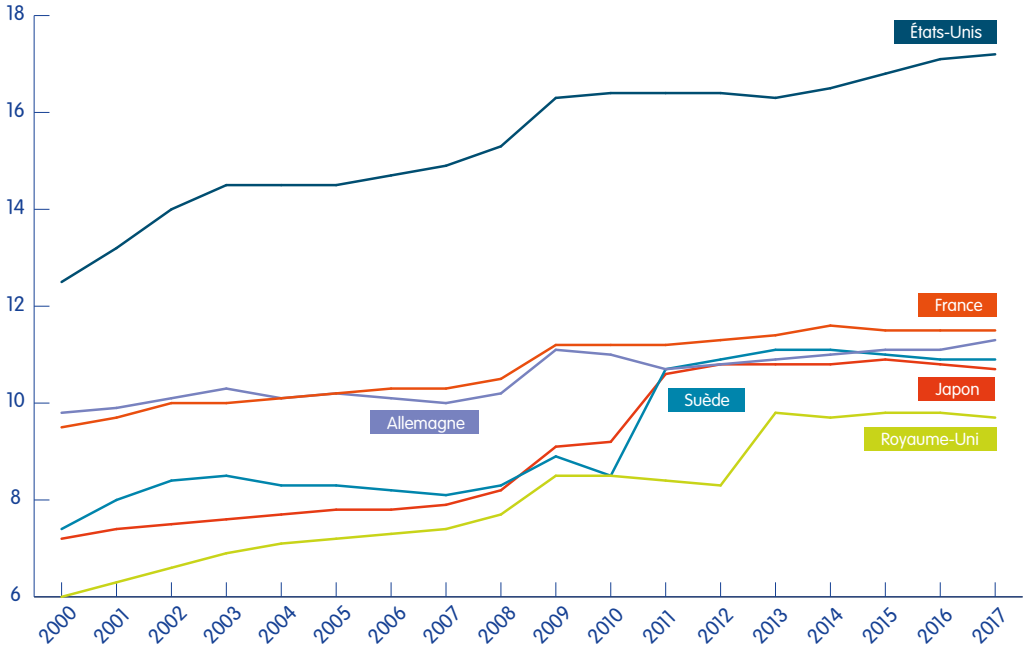
Les dépenses de soins de ville regroupent les honoraires des professionnels de santé libéraux, les prestations en espèces (indemnités journalières), les dépenses ambulatoires de médicaments et de dispositifs médicaux, ainsi que les transports sanitaires.

Évolution du solde de la branche maladie, en milliards d'euros courants



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Comparaison internationale du poids des dépenses de santé, en pourcentage du PIB



Ruptures de série : France (2003), Royaume-Uni (2013), Suède (2001, 2011), Japon (2011).

Source : Eco-santé OCDE 2017.

La part de la dépense courante de santé dans le produit intérieur brut (PIB) est un indicateur qui permet de mettre en perspective les dépenses de santé et leur dynamique avec les ressources du pays. En France, la dépense courante de santé s'élève à 11,5 % du PIB, loin derrière les États-Unis (17,2 %), à un niveau comparable à celui de l'Allemagne (11,3 %), la Suède (10,9 %), le Japon (10,7 %), et devant le Royaume-Uni (9,7 %). Il est à noter que le relèvement général du poids des dépenses de santé dans le PIB en 2009 dans l'ensemble des pays étudiés est largement imputable à la crise économique. Depuis, la part des dépenses dans le PIB reste globalement stable.

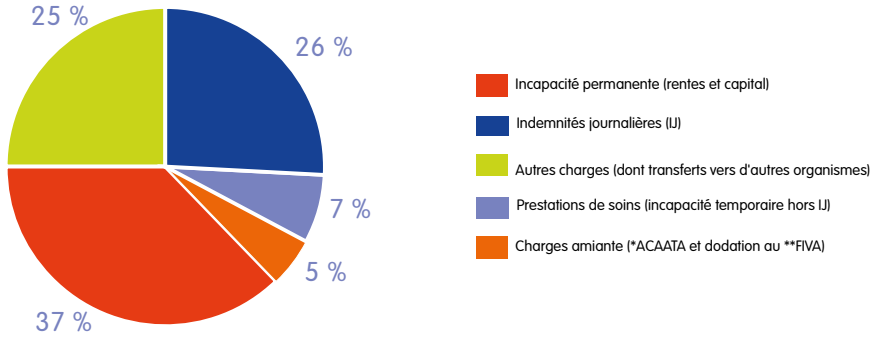


La branche AT-MP du régime général

La Cnam gère également, au plan national, la réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés du régime général de la Sécurité sociale et pilote le réseau des caisses d'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat) :

- Un peu plus de 2,2 millions d'établissements ont cotisé à l'assurance accidents du travail - maladies professionnelles (AT-MP) en 2017 et emploient 18,8 millions de salariés (soit près de 70 % de la population employée).
- Environ 632 900 accidents du travail et près de 48 500 maladies professionnelles ont donné lieu à un arrêt de travail en 2017.
- 8,8 milliards d'euros de prestations nettes ont été versées en 2017 par la branche AT-MP du régime général.

Les charges de la branche AT-MP, en 2017

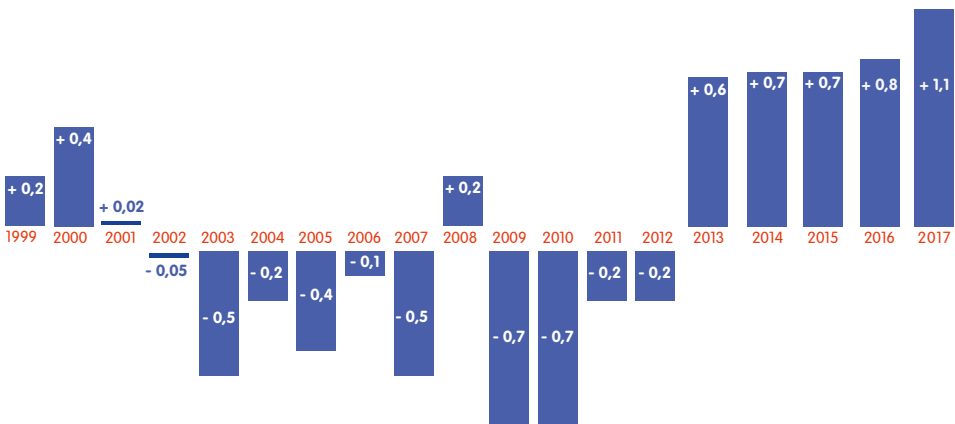


*ACAATA : Allocation de cessation anticipée d'activité des travailleurs de l'amiante.

**FIVA : Fonds d'indemnisation des victimes de l'amiante.

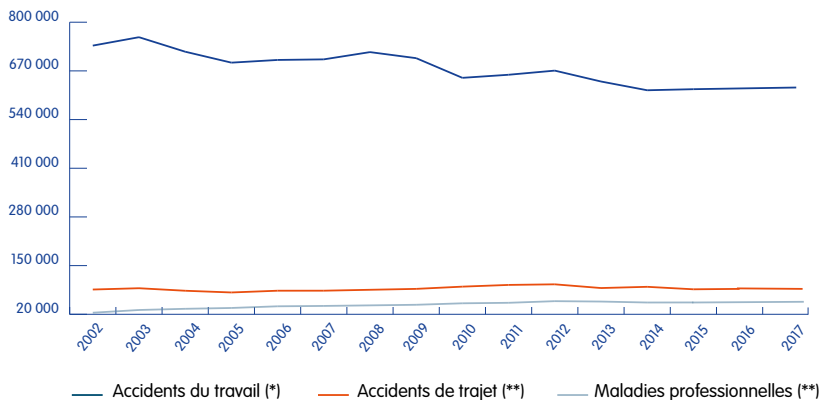
Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Évolution du solde de la branche AT-MP, en milliards d'euros courants



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Évolution du nombre d'accidents du travail, d'accidents de trajet et de maladies professionnelles avec arrêts de travail



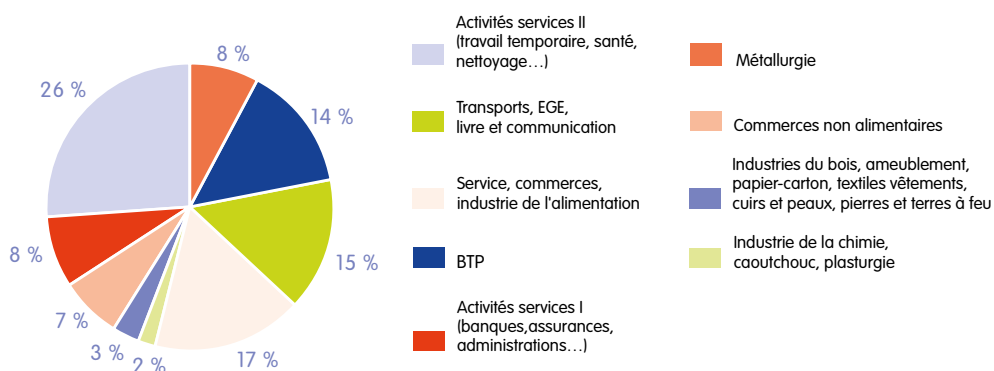
(*) Hors bureaux, sièges sociaux et autres catégories particulières.

(**) Y compris bureaux, sièges sociaux et autres catégories particulières.

Source : Direction des risques professionnels, Cham.

Sur près de 775 000 sinistres ayant donné lieu à un arrêt en 2017, 82 % concernent des accidents du travail, 12 % des accidents de trajet et 6 % des maladies professionnelles.

Répartition des accidents du travail avec arrêt par secteur d'activité, en 2017



Source : Direction des risques professionnels, Cham.

Les comités techniques nationaux (CTN) regroupent les activités professionnelles en neuf grandes branches d'activité. En 2017, environ 632 900 accidents avec arrêt de travail ont été répertoriés au régime général pour 18,8 millions de salariés.

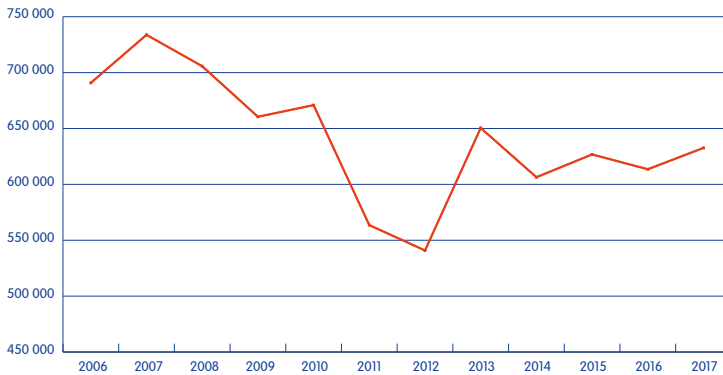


La branche vieillesse du régime général

La Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) gère la retraite du régime général et pilote le réseau des Carsat pour la partie de leur mission en matière de retraites.

- 14,1 millions de personnes étaient retraitées du régime général en 2017 sur l'ensemble de la France.
- 115,2 milliards d'euros de prestations nettes ont été versées en 2017 par la Cnav.
- Les dépenses de l'ensemble des régimes de retraite de base et complémentaires représentent 14 % du PIB.

Évolution du nombre de départs à la retraite

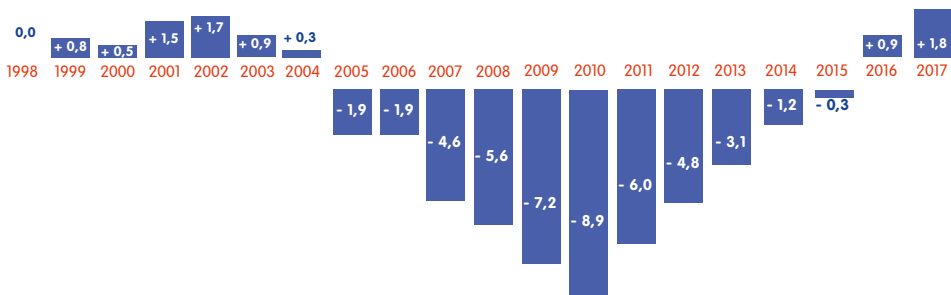


Champ : Liquidants d'une pension de droit direct au régime général pour la première fois au cours de l'année N.

Source : Circulaire Cnav - Stock-Flux Année N

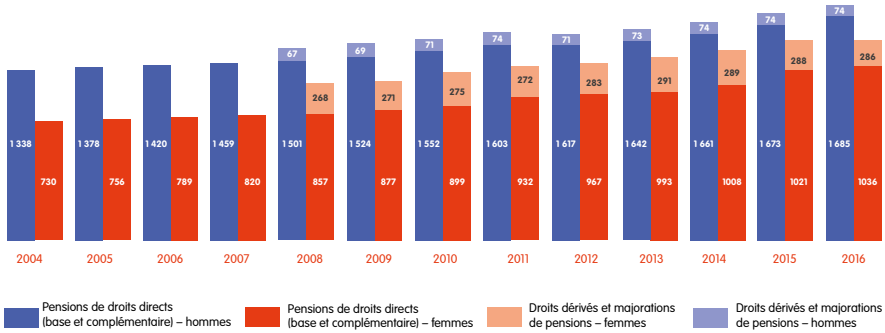
L'arrivée à l'âge de la retraite des générations du *baby-boom* explique l'augmentation du nombre de départs en retraite à compter de 2004, qui passent de 500 000 à environ 700 000 par an. L'évolution de la réglementation affecte également les flux annuels de départs et leur confère un caractère heurté : création du dispositif de retraite anticipée en 2003, notamment en faveur des personnes ayant effectué une longue carrière professionnelle, qui est resserré en 2009, puis successivement élargi en 2011, en 2012 et en 2014 ; augmentation progressive de la durée d'assurance nécessaire pour liquider une retraite à taux plein, portée de 160 trimestres pour la génération 1948 à 167 trimestres pour la génération 1955 ; relèvement de deux ans de l'âge minimal de départ en retraite et de l'âge d'obtention du taux plein sans condition de durée (ce relèvement est opéré graduellement pour les générations nées entre 1951 et 1956, à raison de cinq mois d'augmentation par génération).

Évolution du solde de la branche vieillesse, en milliards d'euros courants



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Évolution des pensions moyennes mensuelles versées aux hommes et aux femmes, tous régimes confondus, en euros

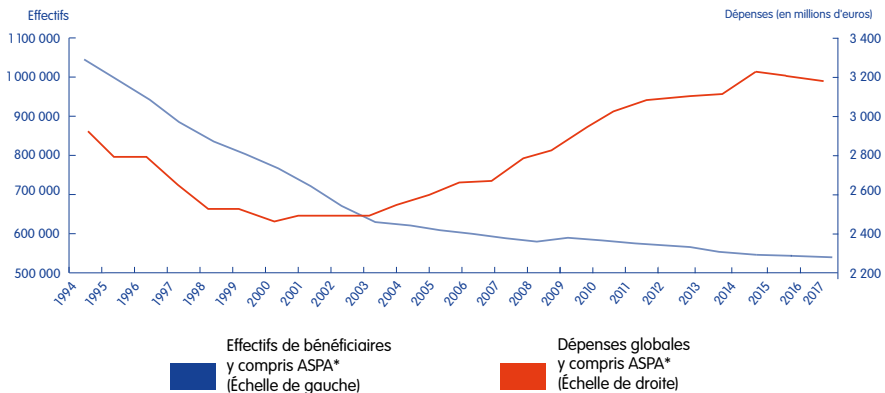


Champ : Retraités ayant perçu un droit direct au cours de l'année N, nés en France ou à l'étranger, résidents en France ou à l'étranger, vivants au 31 décembre de l'année.

Sources : Drees, EACR, EIR, modèle Ancêtre.

Ces montants de pensions comprennent les pensions de base et complémentaires de droits directs (droit acquis en contrepartie de l'activité professionnelle et des cotisations versées qui y sont liées) ainsi que les montants des pensions de réversion et des majorations pour enfants à compter de 2008.

Effectifs de bénéficiaires du minimum vieillesse et de l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) et dépenses globales associées, au 31 décembre*



Note : La série des dépenses globales présente une rupture de série en 1999 en raison du passage de la comptabilité en encasements/décaissements à une comptabilité en droits constatés.

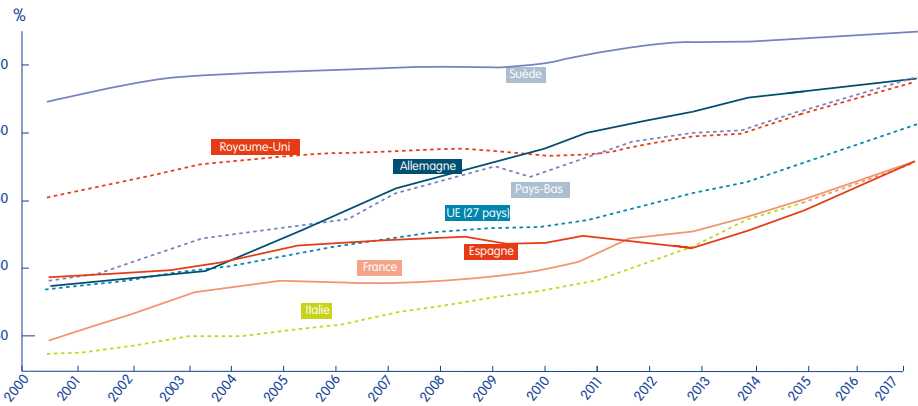
*Les effectifs et les dépenses associées concernent les deux étages de l'ancien dispositif du minimum vieillesse, remplacé par l'allocation de solidarité aux personnes âgées (Aspa) pour les personnes parties en retraite à compter du 1^{er} janvier 2007.

Source : Fonds de solidarité vieillesse, calculs DSS.

Le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse ou de l'Aspa (depuis 2007) diminue tendanciellement en raison de l'amélioration des carrières professionnelles, notamment des femmes. Sur les sept dernières années, deux facteurs ont également joué en sens contraire : les revalorisations exceptionnelles de l'Aspa mises en œuvre en 2008-2012 ont fait entrer dans le champ de cette prestation de nouveaux assurés, dont les droits propres étaient légèrement supérieurs à l'ancien plafond de ces prestations. Inversement, le report progressif de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ en retraite pour les personnes reconnues incaptes au travail réduit le nombre de bénéficiaires du minimum vieillesse, dont une part significative est issue de cette population.

Malgré la baisse du nombre de bénéficiaires, les dépenses globales ont augmenté entre 2007 et 2012 du fait des revalorisations exceptionnelles du plafond.

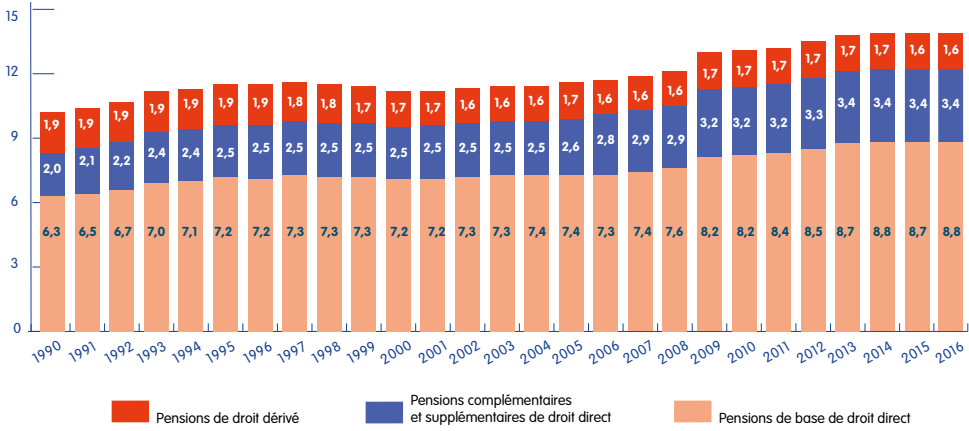
Taux d'emploi des 55-64 ans



Source : Eurostat.

En France, le taux d'emploi des personnes âgées de 55 à 64 ans est de 51,4 % en 2017 et se situe plus de 5 points au-dessous de la moyenne européenne (57,2 %). La progression de plus de 12 points du taux d'emploi observée depuis 2009 s'explique par la mise en extinction des dispositifs de préretraite publique, par la suppression progressive de la dispense de recherche d'emploi pour les demandeurs d'emploi âgés de 55 ans et plus, ainsi que par le relèvement de l'âge légal de départ à la retraite et l'augmentation de la durée d'assurance nécessaire pour partir en retraite à taux plein.

Part des dépenses de retraite dans le produit intérieur brut



Note : Les chiffres du PIB utilisés sur toute la période sont ceux de la base 2014 de l'INSEE.

Champ : Régimes de protection sociale (cf. « La Protection Sociale en France et en Europe en 2016 - édition 2018. »)

Source : Drees - Comptes de la protection sociale.

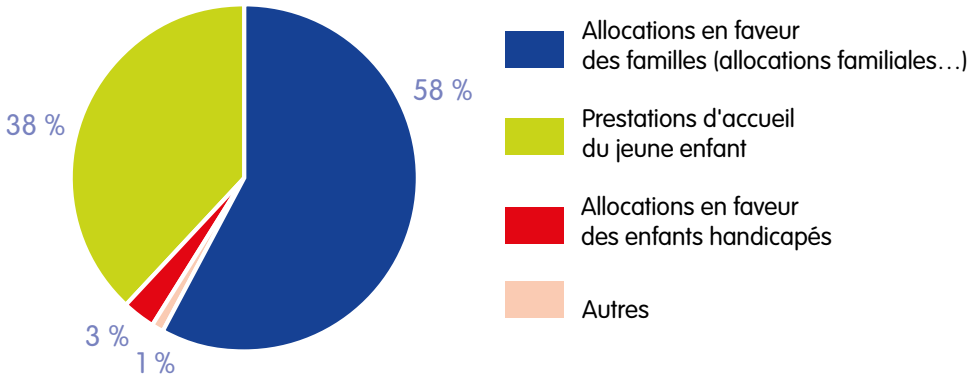


La branche famille

La Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf) gère les prestations familiales et de logement du régime général et pilote le réseau des caisses d'allocations familiales (CAF).

- 12,7 millions d'allocataires en 2017.
- 37,1 milliards d'euros de prestations familiales, d'action sociale et en faveur du logement financées par la Cnaf en 2017.
- La part de ces prestations représente 1,6 % du PIB.

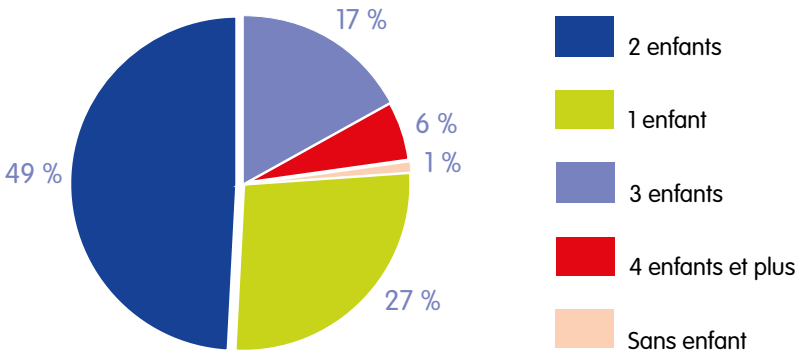
Structure des prestations familiales légales, en 2017



Note : Le poste « autres » comprend principalement les frais de tutelle.

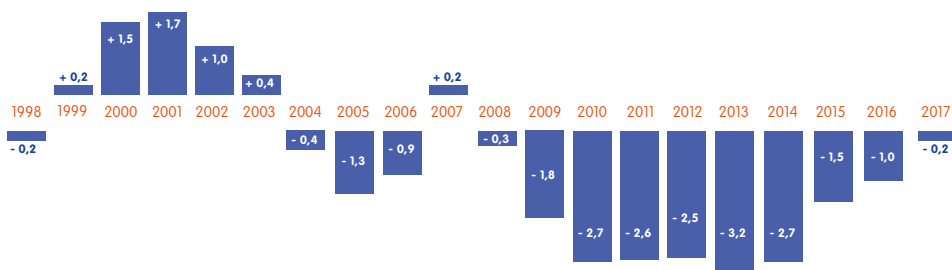
Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Répartition des familles bénéficiaires de prestations familiales selon leur configuration, en 2017



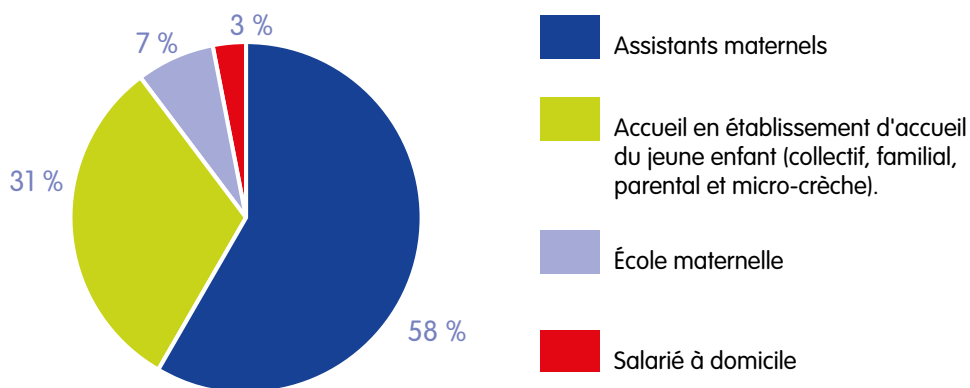
Source : Cnaf.

Évolution du solde de la branche famille du régime général, en milliards d'euros courants



Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Répartition des modes de garde « formels » pour les enfants de moins de 3 ans, en 2015



Sources : Cnaf (SIAS-MNEAJE et FILEAS), Drees (enquête PMI), Ircem, CCMSA, DEPP et Insee.

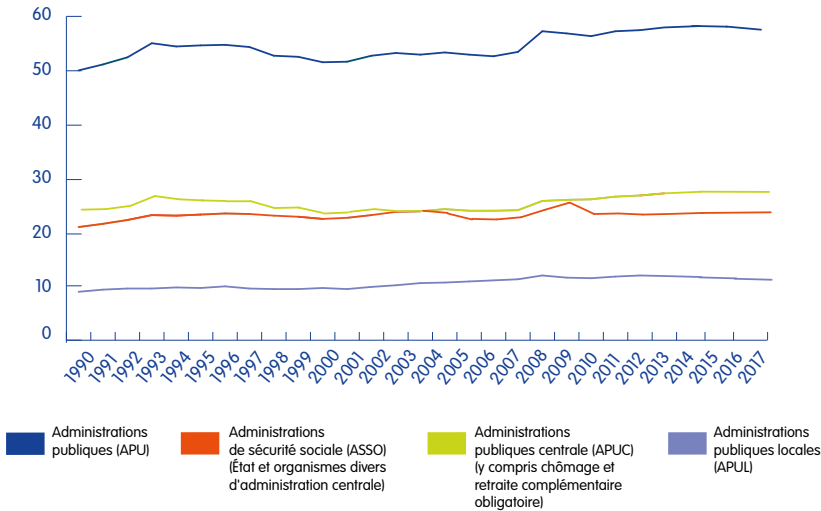
En 2015, en France entière, 56,6 places sont offertes par les modes de garde formels pour 100 enfants de moins de 3 ans. Parmi ces places, l'accueil proposé par les assistants maternels représente 58 % de l'offre de garde formelle.



Les équilibres financiers

- Le déficit du régime général de la Sécurité sociale s'est réduit en 2017 pour atteindre 2,2 milliards d'euros, contre 4,1 milliards d'euros en 2016. Le déficit du Fonds de solidarité vieillesse (FSV) s'établit à 2,9 milliards d'euros en 2017.
- Les recettes de la Sécurité sociale ont progressé plus rapidement que les dépenses (respectivement 3,0 % et 2,4 %), principalement sous l'effet de la progression de la masse salariale (+ 3,5 % dans le secteur privé après 2,4 % en 2016).
- Les dépenses du régime général restent contenues (+ 2,5 % en 2017 après +1 % en 2016), en lien avec l'ensemble des mesures de régulation des dépenses mises en œuvre au cours de cette année (ONDAM, lois retraite, politique familiale).
- Les branches AT-MP et retraite restent excédentaires en 2017 alors que les deux autres branches (famille et maladie) demeurent déficitaires.

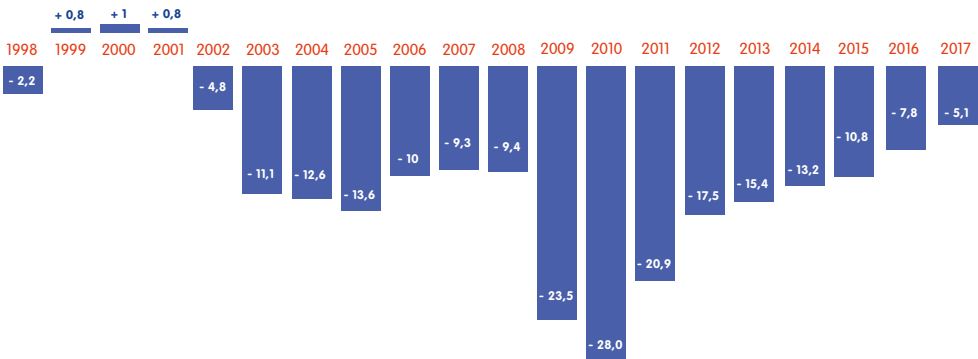
Montants et évolutions comparées des dépenses de la Sécurité sociale, de l'État et des collectivités locales, en pourcentage du PIB



Champ : Les dépenses du secteur institutionnel de l'ensemble des administrations publiques sont consolidées des transferts internes aux sous-secteurs et des transferts entre sous-secteurs. Les dépenses des sous-secteurs des administrations publiques que sont l'administration publique centrale, les administrations publiques locales et les administrations de Sécurité sociale sont consolidées des transferts internes à chaque sous-secteur mais pas des transferts entre ces différents sous-secteurs.

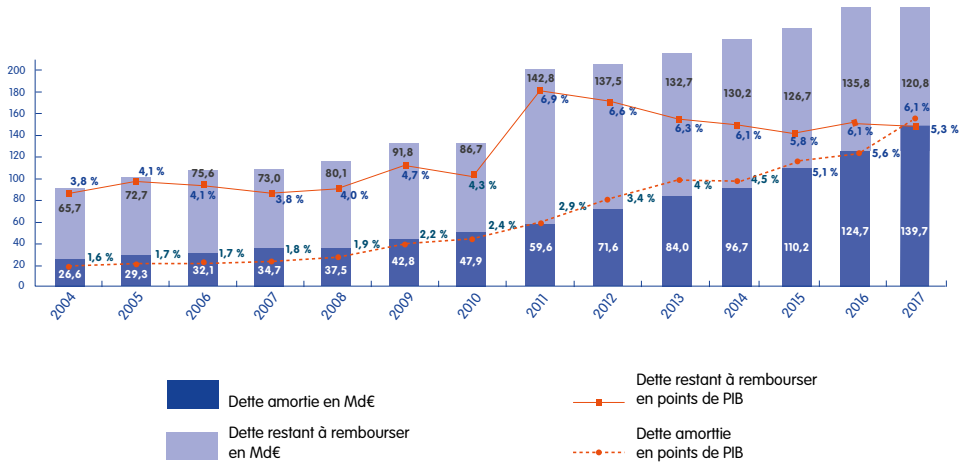
Source : Insee-Dépenses et recettes des administrations publiques-base 2014.

Évolution du solde du régime général et du FSV, en milliards d'euros courants



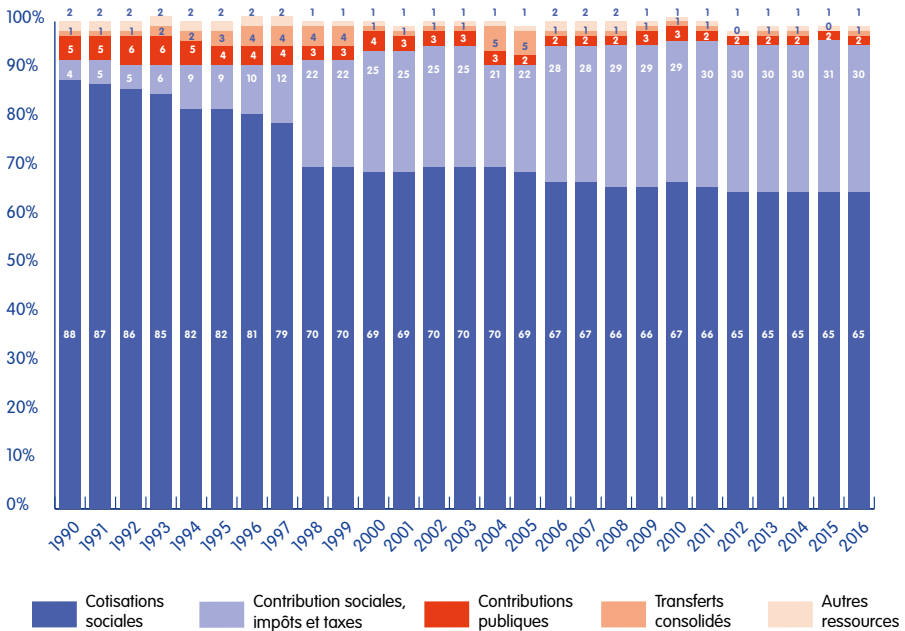
Source : Commission des comptes de la Sécurité sociale, juin 2018.

Montant de la dette restant à amortir par la CADES, au 31 décembre



Sources : CADES, DSS, Insee.

Évolution de la structure des recettes des régimes d'assurance sociale des administrations de Sécurité sociale



Champ : Recettes consolidées du secteur institutionnel des administrations de Sécurité sociale.

Source : Drees - Comptes de la protection sociale.

Alors qu'en 1990, les cotisations sociales représentaient 88 % des recettes des régimes d'assurance sociale des administrations de Sécurité sociale, en 2016, elles ne comptent plus que pour 65 %. Dans le même temps, la part des contributions sociales, impôts et taxes est passée de 4 % à 30 % actuellement. Ces deux mouvements de sens contraire s'expliquent pour partie par la montée en charge de la contribution sociale généralisée (CSG), qui s'est substituée à des cotisations sociales.



La Sécurité sociale des indépendants et les régimes agricoles

Jusqu'au 31 décembre 2017, le régime social des indépendants (RSI) gérait la branche maladie des artisans, commerçants et professionnels libéraux ainsi que la branche vieillesse des artisans et commerçants et pilotait les caisses régionales. Depuis le 1^{er} janvier 2018, le RSI a été supprimé et intégré au régime général de la Sécurité sociale.

- En 2017, 2,8 millions de personnes ont cotisé au RSI, dont 38 % de commerçants, 35 % d'artisans et 29 % de professionnels libéraux.

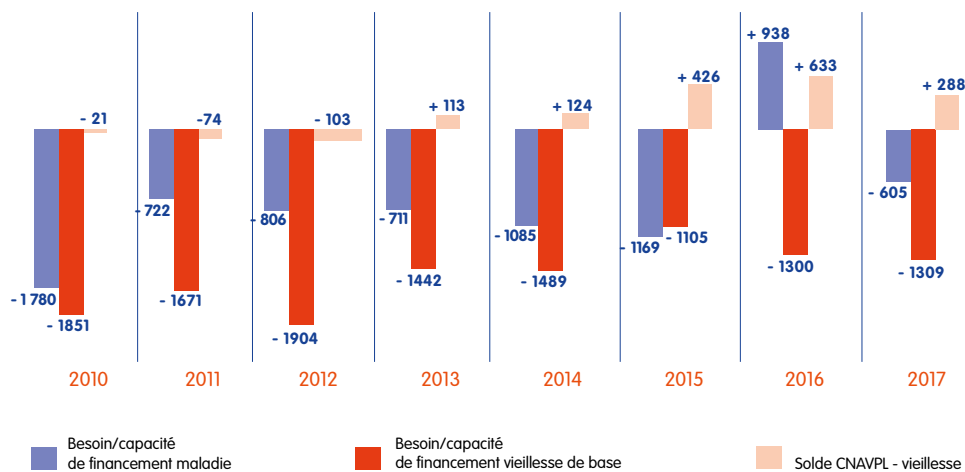
La Caisse nationale d'assurance vieillesse des professions libérales (CNAVPL) gère la branche vieillesse des professionnels libéraux tandis que les avocats relèvent de la Caisse nationale des barreaux français (CNBF).

- 672 000 professionnels libéraux cotisaient à la CNAVPL en 2016 et 65 000 à la CNBF en 2016.

La mutualité sociale agricole (MSA) couvre les risques maladie, vieillesse et accidents du travail - maladies professionnelles. Elle gère en outre une branche famille, mais la couverture des prestations légales familiales est retracée dans les comptes de la Cnaf. Elle assure le recouvrement des cotisations des salariés et exploitants agricoles et pilote les caisses régionales.

- 1,2 million de cotisants à la MSA dont 58 % de salariés agricoles et 42 % d'exploitants.

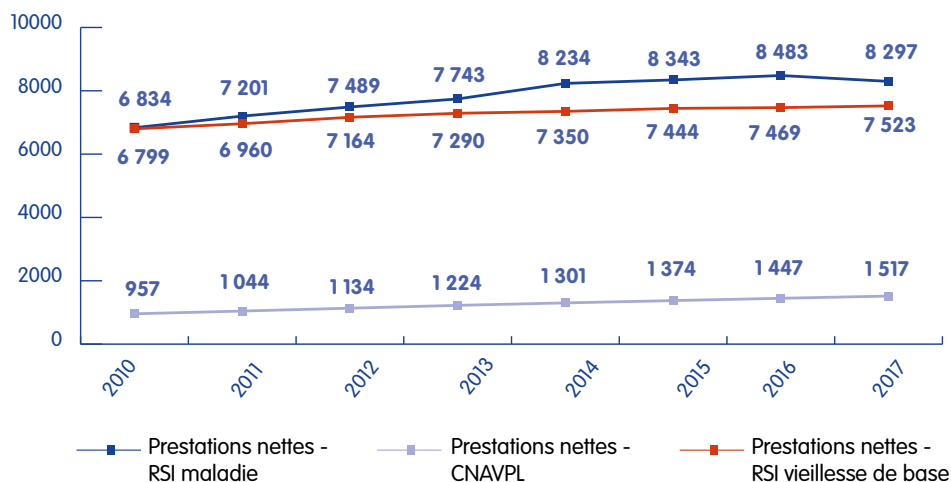
Solde des branches maladie et vieillesse de base du RSI et de la CNAVPL, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.

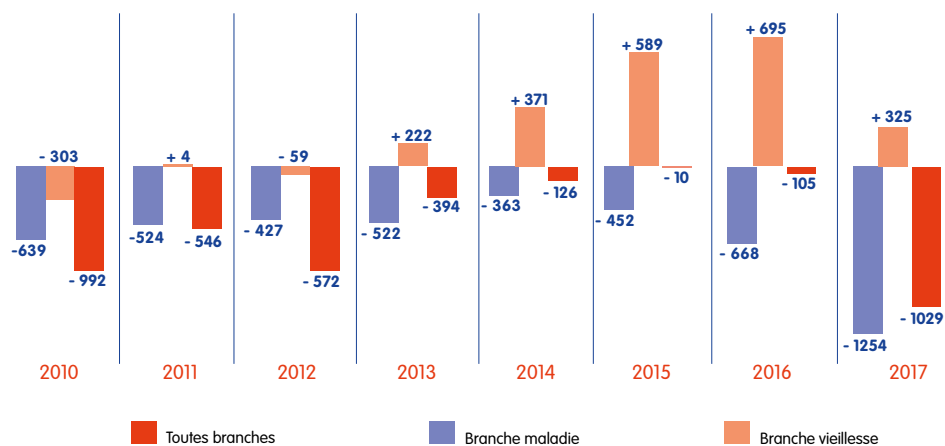
Les soldes présentés ci-dessus ne tiennent pas compte de l'équilibrage, jusqu'en 2014, des branches maladie et vieillesse des artisans et des commerçants par la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S). Depuis 2015, le RSI est intégré financièrement au régime général.

Prestations maladie et vieillesse de base du RSI et de la CNAVPL, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.

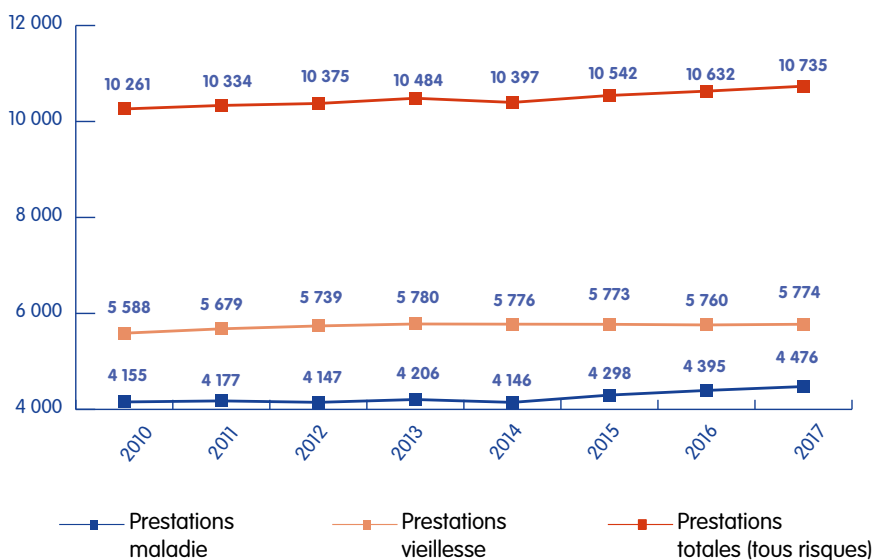
Solde du régime des salariés agricoles, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.

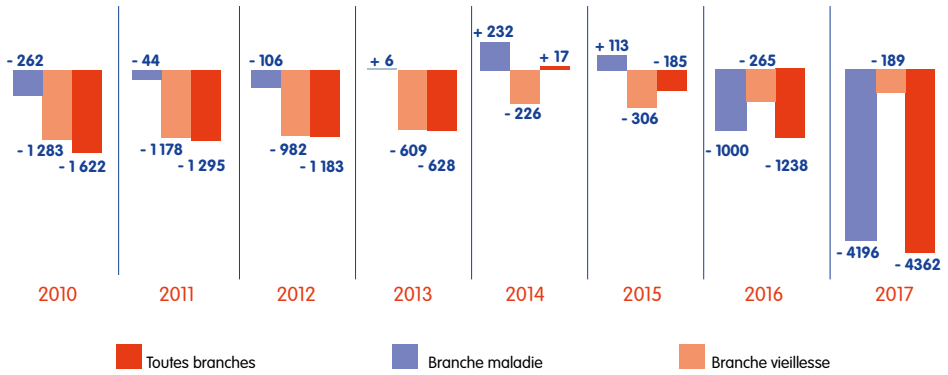
Les branches maladie et vieillesse des salariés agricoles sont intégrées financièrement au régime général. Les soldes présentés ci-dessus ne tiennent pas compte de ce transfert financier.

Prestations du régime des salariés agricoles, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.

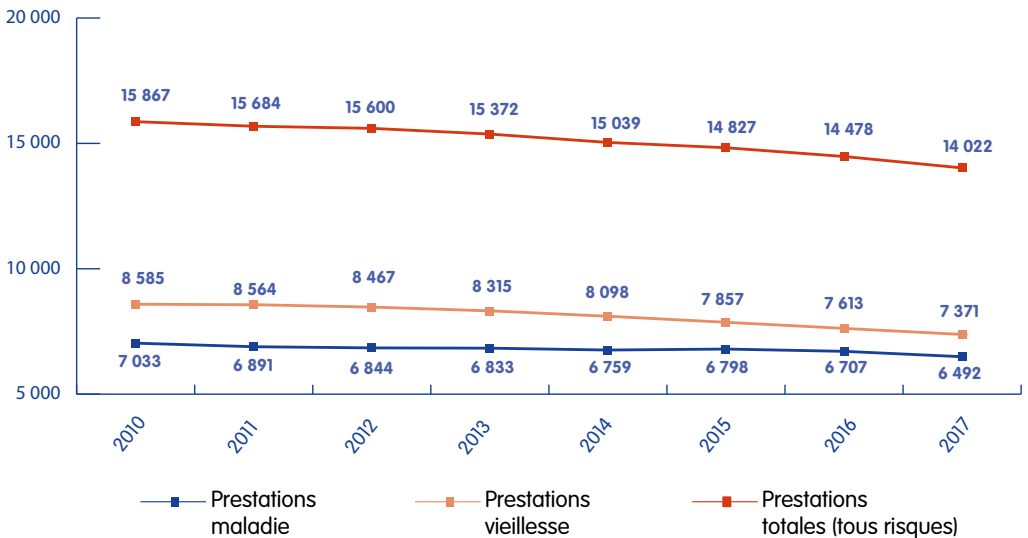
Solde du régime des exploitants agricoles, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.

La branche maladie des exploitants agricoles a été intégrée financièrement au régime général en 2009. Les soldes présentés ci-dessus ne tiennent pas compte du transfert financier entre les deux entités. En revanche, la branche vieillesse ne bénéficie d'aucun mécanisme d'équilibrage.

Prestations du régime des exploitants agricoles, en millions d'euros



Source : Direction de la Sécurité sociale.



Les programmes de qualité et d'efficience

Six programmes de qualité et d'efficience (PQE) portent sur les grandes politiques de sécurité sociale : les quatre branches de la Sécurité sociale (assurance maladie, réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles, retraites, politique familiale) auxquelles s'ajoutent le financement de la Sécurité sociale et la prise en charge de l'invalidité, du handicap et de la dépendance.

Les PQE, qui constituent l'annexe 1 du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), présentent les grands objectifs poursuivis par les politiques de sécurité sociale et mesurent les progrès réalisés vers ces objectifs. Ils sont composés d'une première partie de données de cadrage et d'une seconde partie offrant une présentation « objectifs/résultats » des politiques mises en œuvre au moyen du réseau des organismes de sécurité sociale. Les PQE proposent une grille d'analyse de la variété des politiques sanitaires et sociales qui permet de dégager quatre grands axes transversaux :

- l'accès à des prestations sociales et à des soins adéquats ;
- la qualité des prestations et services de sécurité sociale ;
- l'efficience de la fourniture des services de protection sociale ;
- la viabilité du financement de la Sécurité sociale.

Ils comptent 173 indicateurs dont 77 de cadrage et 96 « objectifs/résultats ». Une synthèse de huit pages présente les évolutions marquantes des PQE. De nombreux indicateurs de cette brochure sont des indicateurs PQE, consultables en ligne sur le portail securite-sociale.fr, rubrique LFSS.



La performance du service public du régime général de la Sécurité sociale

La performance des organismes fait l'objet d'une formalisation dans le cadre de conventions d'objectifs et de gestion (COG) entre l'État et chaque opérateur de la Sécurité sociale depuis 1996. Les problématiques de délai de traitement, de qualité de l'accueil mais aussi de performance économique y sont présentes au premier chef. Les COG retracent les principales pistes de progrès et les engagements des organismes de sécurité sociale sur les leviers d'amélioration de la performance : délais de traitement, développement de la dématérialisation, respect de l'environnement, par exemple.

La qualité du service

L'accès à l'internet		2013	2014	2015	2016	2017
Maladie	Nombre d'adhérents (abonnés) à Mon compte assuré (en millions)	13,6	16,5	19,8	23,5	26,65
Famille	Nombre de dossiers allocataires distincts consultés au cours d'une même journée (en millions)	145,72	139,77	154,87	186,92	286,75
Retraite	Nombre de consultations de relevé de carrière en ligne (en millions)	2,3	2,6	3,3	3,6	4,3
Recouvrement	Niveau de satisfaction globale pour le site internet (en %)	ND	92	92	90	ND

Les délais de traitement		2013	2014	2015	2016	2017
Maladie	Délais de remboursement aux assurés (en jours calendaires) de 90 % des feuilles de soins électroniques	6,5	6,6	6,7	6,5	6,5
Famille	Demandes traitées en moins de 15 jours (en %)	75,9	89,6	89,3	83,9	86
Retraite	Droits propres payés 1 ^{er} et 2 ^{ème} droits dans le mois suivant l'échéance due pour les résidents en France (en %)	95,2	95,1	94,7	96	96
Recouvrement	Part des comptes cotisants mis à jour dans un délai de 10 jours (en %)	99,4	99,6	99,5	99,5	97,7

L'accueil téléphonique		2013	2014	2015	2016	2017
Maladie	Appels aboutis (en %)	90,0	84,6	85,7	90,3	91,4
	Nombre annuel d'appels traités (en millions)	27,7	27,4	27,01	22,1	20,2
Famille	Appels aboutis (en %)	78,8	89	89,3	78,4	87,1
	Nombre annuel d'appels traités (en millions)	28,4	29,9	29	31,1	26
Retraite	Appels aboutis (en %)	82,5	80	85,4	85,7	83,9
	Nombre annuel d'appels traités (en millions)	5,5	5,7	5,8	5,7	5,2
Recouvrement	Appels aboutis (en %)	93	82,6	83,2	79,4	86,4

La dématérialisation		2013	2014	2015	2016	2017
Maladie	Taux de feuilles de soins électroniques + échanges de données informatisés* (en %)	90,9	92,2	92,6	94	94,4
	Nombre de feuilles de soins électroniques (en millions - CPAM et CGSS)	919	933	959	988	992
Famille	Taux de la collecte des données sur les ressources de façon dématérialisée (en %)	86,7	90,4	94	96,1	96,7
Retraite	Déclarations annuelles des données sociales (DADS) dématérialisées (en %)	99,4	99,6	99,6	99,8	99,8
	Nombre de DADS dématérialisées (en millions)	2,047	2,075	2,083	2,087	2,084
Recouvrement	Taux de déclarations dématérialisées des Bordereaux Récapitulatifs de Cotisations (BRC) en nombre de comptes - entreprises du secteur privé (en %)	94,2	97	96,6	97,2	97,9
	Taux de paiements dématérialisés en montants (en %)	96,6	98,4	98,2	98,5	99,02

*Total des décomptes FSE+EDI/ Total des décomptes prestations en nature au 4^{ème} trimestre

La mise en œuvre des politiques de sécurité sociale

En %

Maladie	2013	2014	2015	2016	2017
Proportion de bénéficiaires de plus de 16 ans ayant choisi leur médecin traitant	91,3	91,7	92	92,8	93,26
Taux de pénétration des génériques	82,2	83,3	83,3	83,4	88,09

Famille	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de bénéficiaires de la prestation d'accueil du jeune enfant (Paje)	2 266 134	2 241 071	2 143 679	2 100 208	2 018 595
Nombre de bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA)	2 296 022	2 428 360	2 533 841	1 838 392	1 826 877

Retraite	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de bénéficiaires ateliers de prévention pour le bien vieillir	ND	59 198	70 856	82 621	101 638

En %

Recouvrement Taux de reste à recouvrer au 31 mars de l'année suivante	2013	2014	2015	2016	2017
Tous cotisants (hors contrôle et hors ISU)	0,81	0,81	0,72	0,62	0,72
Employeurs du secteur privé (hors contrôle)	0,85	0,83	0,71	0,61	0,74
Employeurs du secteur public (hors contrôle)	0,04	0,08	0,10	0,08	0,12

La performance économique, environnementale et sociale

En %

Le coût de gestion des prestations ou cotisations*	2013	2014	2015	2016	2017
Maladie	3,73	3,59	3,48	3,32	3,34
Famille	2,28	2,25	2,17	2,21	2,22
Retraite	1,02	0,96	0,95	0,94	0,93
Recouvrement	0,28	0,28	0,26	0,26	0,26

* Dépenses brutes hors investissement

En %

La responsabilité sociale et environnementale		2014	2015	2016	2017
Maladie	Taux d'accessibilité aux publics handicapés des accueils physiques	53,7	74	78	84
Famille	Taux d'emploi de personnes handicapées (obligation légale de 6 %)	7,6	7,3	5,7	8
Retraite	Réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à l'année de référence 2013	-4,2	-8,6	-2,9	-2,3
Recouvrement	Évolution du nombre de kilomètres parcourus par rapport à l'année de référence 2013	-9,5	-17,4	-17,5	-13,5



Organigramme institutionnel de la Sécurité sociale au 1^{er} juillet 2018

Le régime général compte :

- 101 CAF (avec la Caisse commune de sécurité sociale de Lozère CCSL) ;
- 102 CPAM (avec la CCSL) ;
- 22 URSSAF ;
- 16 CARSAT (caisses d'assurance retraite et de la santé au travail).

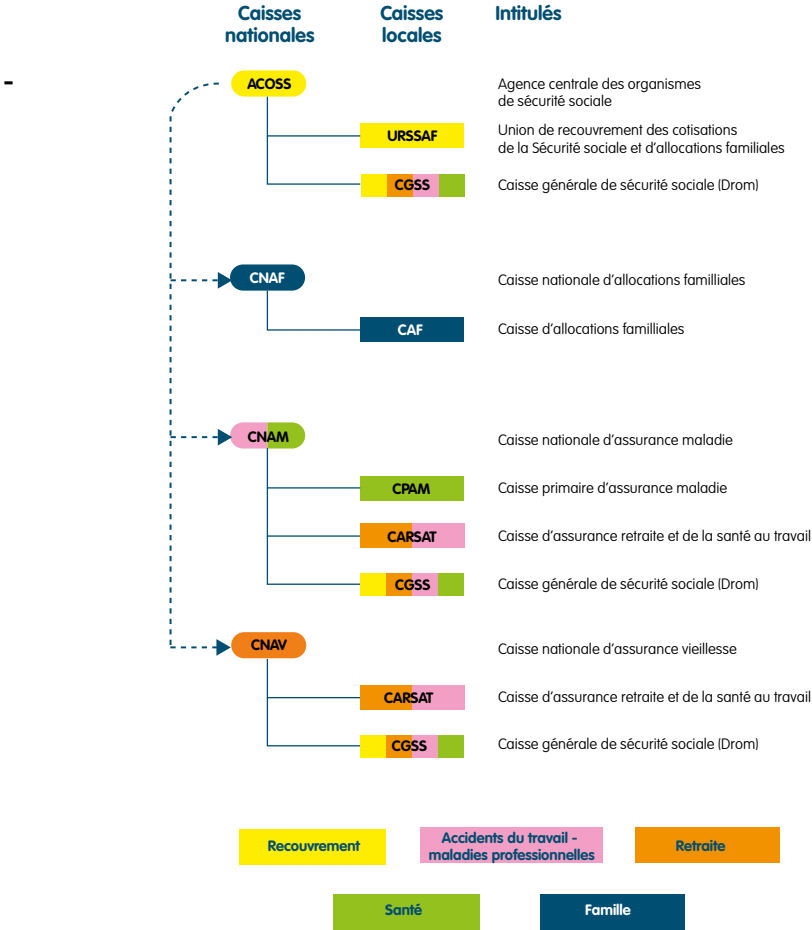
Dans les départements et régions d'outre-mer (DROM), quatre CGSS ont en charge la maladie, la vieillesse et le recouvrement.

En ce qui concerne la sécurité sociale des travailleurs indépendants, et jusqu'au 31 décembre 2020, 29 caisses locales déléguées apportent leur concours aux caisses du régime général s'agissant du service de leurs prestations et du recouvrement de leurs cotisations. Le régime agricole compte trente-cinq caisses locales.



Le régime général pour les salariés

L'ACOSS assure la redistribution des recettes destinées au financement des prestations des quatre branches (maladie, AT-MP, famille, retraite) du régime général de Sécurité sociale.



Les régimes agricoles pour les salariés et les exploitants agricoles





Sigles

A

Acoss	Agence centrale des organismes de sécurité sociale
Aspa	Allocation de solidarité aux personnes âgées
AT-MP	Accidents du travail - Maladies professionnelles

B

BRC	Bordereau recapitulatif de cotisations
-----	--

C

Cades	Caisse d'amortissement de la dette sociale
CAF	Caisses d'allocations familiales
Carsat	Caisse d'assurance retraite et de santé au travail
CCMSA	Caisse centrale de la mutualité sociale agricole
CCSL	Caisse commune de sécurité sociale de Lozère
CICE	Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi
CPAM	Caisse primaire d'assurance maladie
C3S	Contribution sociale de solidarité des sociétés

D

DADS	Déclaration annuelle des données sociales
Drom	Départements et région d'outre-mer

F

FIR	Fond d'intervention régional
FNAL	Fonds national d'aide au logement
FSV	Fonds de solidarité vieillesse

I

IJ Indemnité journalières
ISU Interlocuteur social unique

M

MSA Mutualité sociale agricole

O

Ondam Objectif national des dépenses d'assurance maladie

P

Paje Prestation d'accueil du jeune enfant
PIB Produit intérieur brut
PLFSS Projet de loi de financement de la Sécurité sociale
PQE Programmes de qualité et d'efficacité
PUMa Protection universelle maladie

R

RSA Revenu de solidarité active

S

Smic Salaire minimum de croissance

U

Urssaf Union de recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales

Pour davantage d'informations,
rendez-vous sur le portail du service
public de la Sécurité sociale :

www.securite-sociale.fr